

Communiqué de presse

L'État se désengage de ses missions de service public aussi en Anjou.

Mardi 11 septembre 2012

Deux Assemblées Générales se sont tenues mardi 11 septembre à l'initiative du syndicat CGT de l'INRA sur les sites du **GEVES (Groupe d'Etude et de contrôle des Variétés et des Semences)** de Beaucouzé et de la Pouëze. 90 personnes y ont assisté et à l'unanimité moins 8 abstentions, nous avons voté la communication du texte suivant à la presse locale :

« La certification des semences est une mission du GEVES, groupement d'intérêt public, dans lequel l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) est fortement impliqué depuis plus de soixante ans. Cette implication se situe aux niveaux scientifique et structurel certes, mais également par la mise à disposition de 179 agents publics à temps plein sur les 304 postes que comptait le GEVES au total en 2010. Grâce à ces moyens, les travaux du GEVES (celui-ci faisait partie intégrante de l'INRA jusqu'en 1989) ont permis de garantir qualité des semences et certifications, et cela, avec une reconnaissance internationale.

Or, dans le cadre de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques), l'INRA, en accord avec l'ancien Ministre de l'Agriculture (M. Lemaire), s'est désengagé d'une partie de cette mission de service public, en réduisant sa contribution économique au fonctionnement du GEVES mais surtout en remettant en question la mise à disposition sans contrepartie de ses agents affectés au GEVES.

L'objectif affiché est de transférer une grande partie de l'activité d'analyse des semences au secteur privé, sans tenir compte de l'expertise existante au GEVES, reconnue et développée depuis la création de l'INRA. Ce désengagement de la force publique, s'il était mené à son terme, conduirait à la perte de compétences et aurait des conséquences humaines avec le non-renouvellement du personnel précaire (CDD) et des reconversions obligatoires, voire des mutations du personnel permanent.

Outre ces réorganisations anxiogènes pour les personnes, ce désengagement de l'Etat ouvrirait la boîte de Pandore des dérégulations du libéralisme économique et cèderait aux pressions exercées par les sociétés transnationales des semences en France et en Europe. **Si la certification de la qualité des semences devenait un marché concurrentiel comme un autre. Ce serait également la souveraineté alimentaire de la France qui serait remise en cause.**

Par cet acte, l'Etat ne se soucie pas non plus des investissements des collectivités territoriales qui ont accompagné et soutenu financièrement l'implantation du GEVES en Anjou, berceau de la production française de cultures spécialisées (arboriculture, cultures ornementales, maraîchères et porte-graines).

Pour exprimer notre volonté de voir les missions du GEVES confortées, les deux Assemblées Générales du personnel ont décidé de désigner une délégation. Avec des représentants du syndicat CGT-INRA, elle demandera une audience auprès de l'actuel Ministère de l'Agriculture (M. Le Foll) dans les prochaines semaines.

Les Assemblées Générales des personnels de l'INRA et du GEVES de Beaucouzé et de La Pouëze,
le 11 septembre 2012. »

CONTACT

Syndicat National CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'Ecole

Tél : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : cgt@inra.fr

Document réalisé le 24/09/2012 consultable : http://www.inra.cgt.fr/actualites/tracts/Cq_presse_GEVES_Anjou_sept2012.pdf